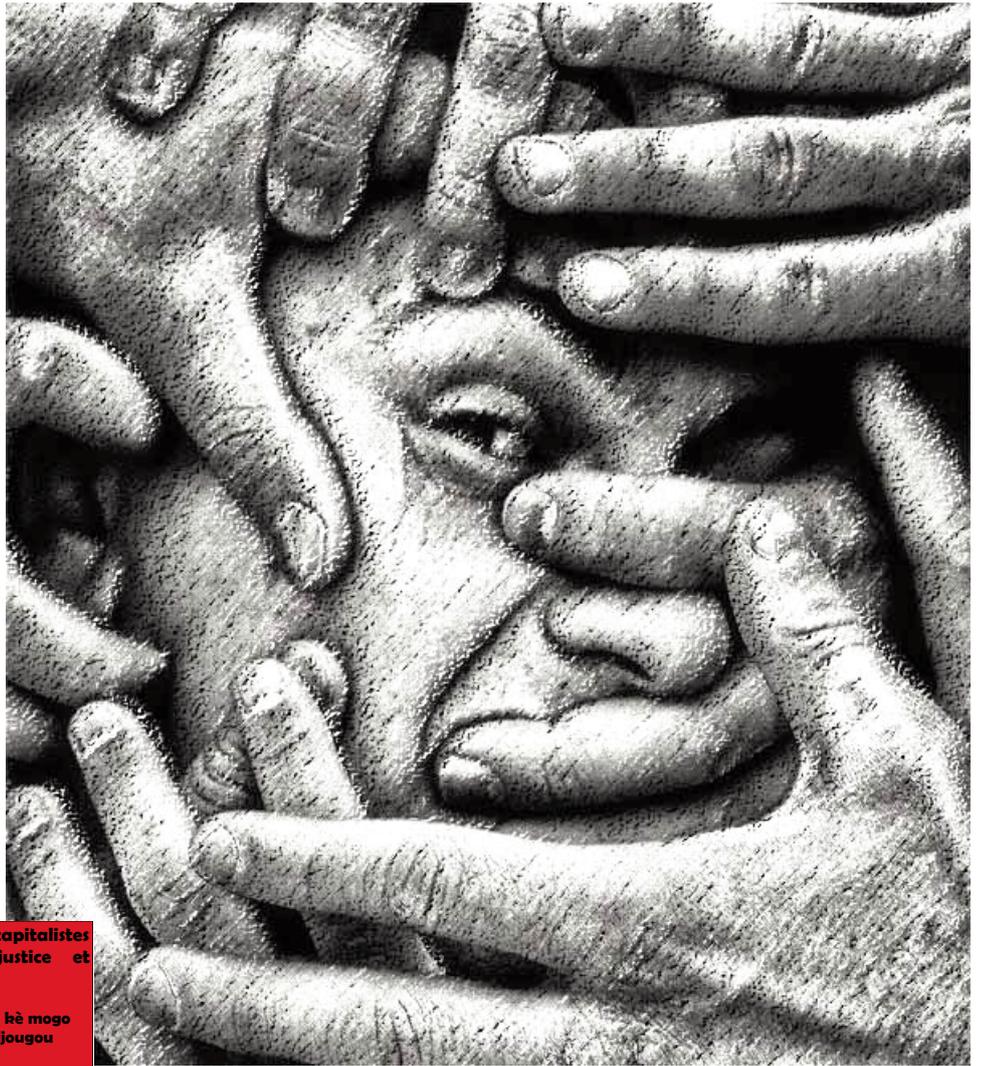


ANARCHOSYNDICALISME!

2 EUROS /// N° 119 /// SPECIAL SEPTEMBRE 2010 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086

**NE NOUS
LAISSONS PLUS
ECRASER !**



Nos ennemis ne sont pas nos voisins, mais les patrons capitalistes qui nous exploitent. Unissons nous contre l'injustice et l'exploitation !

An sigui gn onkon te an djougou ye, an djougou ye an bè baara hè mogo mounouw bo lo. an ka fara gn onkon kan ka binkali ani sarya djougou kèlè !

Duşmanii noştri nu sunt vecinii, ci sefilii capitalisti care ne exploateaz. Sa fim uniti contra exploatarii şi nedreptatii !

عداوتنا لا جيراننا ، ولكن القيمين الرأسمالي الذين يستغلون لنا
دعونا نتحد ضد الظلم

我们的敌人不是我们的邻居，而是那些剥削我们的资本家老板们。让我们团结对抗剥削和不平等！

Our enemies are not our neighbors, but those capitalist bosses that exploit us ! Let us united to against exploitation and injustice !

我們的敵人不是我們的鄰居，而是那些剝削我們的資本家老闆們 讓我們團結對抗剝削和不平等。

Нашите врагове не са нашите съседи това са капиталистическите босове, които ни експлоатират. да се обединим против експлоатацията и несправедливостта !

El enemigo no es tu vecino, pero el patron que te explota. ¡ Unámonos contra la explotación y la injusticia !

Duşmanlarımız bizim komşular değil ama bizi istismar patronlar vardır . Bize haksızlığa ve baskıya karşı birleşmeye izin !

**— QU'ILS S'EN AILLENT TOUS
— LE NIGLO EN COLÈRE... NOIRE
— CAPITALISME : VOUS EN VOULEZ ENCORE ?
— LE CAPITALISME, VITE FAIT
— RETRAITES : MASSACRE À LA TRONÇONNEUSE
— DE L'USAGE DU POPULISME ET DE LA
CORRUPTION DES MOTS
— SÉCURITARISME : LA NAUSÉE
— COMMENT LUTTER ?
PAR UNE RÉSISTANCE POPULAIRE AUTONOME**

C.N.T - A.I.T RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME

ANARCHOSYNDICALISME !

7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEZ-VOUS !

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien :
20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de :
CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

**POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À
JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :**

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

**DIFFUSEZ
ANARCHOSYNDICALISME !
AUTOUR DE VOUS**

Prenez contact avec le journal pour les modalités pratiques.

Articles et infos en ligne :

<http://>

liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)

cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)

cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)

cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)

hsia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)

gasyncntait89.over-blog.com (Est)

anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord :

contact@cnt-ait.info

Lille :

cnt.ait.lille@no-log.org

Caen :

cnt.ait.caen@free.fr

Châlon-sur-Saone :

cnt-ait.chalon@voila.fr

Puy-de-Dôme :

cntait63@gmail.com

Gers :

sia32@no-log.org

Toulouse :

contact@cntaittoulouse.lautre.net

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs. Il ne reçoit aucune subvention.

Directeur de la publication : J. Pastor

QU'ILS S'EN AILLENT TOUS !

Casse du système des retraites, casse de La Poste, casse de l'hôpital public et de la sécurité sociale, diminution du nombre d'enseignants, chômage de masse, augmentation du travail précaire, renforcement des contrôles, restriction des libertés publiques, suicides et maladies professionnelles, pathologies et cancers liés aux diverses pollutions, attaques racistes...

La liste des attaques ne cesse de s'allonger. Si nous persistons à nous battre contre chacune d'elles, l'une après l'autre et chacun dans son coin, nous serons vaincus (comme un patient qui lutterait contre les symptômes de la maladie sans prendre le mal à la racine). C'est dans ces combats que nous avons laissé beaucoup de nos forces dans les années passées. Le poids de cette "routine de lutte" avec au bout, dans le meilleur des cas, la seule perspective de ne pas trop reculer, en a découragé plus d'un.

L'Etat et les patrons sont complices dans cette œuvre de destruction. Aujourd'hui comme hier, le travailleur, pour se défendre, doit lutter contre ces deux ennemis. Nous n'avons pas besoin de l'Etat ! Nous n'avons pas besoin des patrons pour produire et subvenir à nos besoins ! Leurs intérêts ne sont pas les nôtres ! Qu'ils s'en aillent tous ! Réclamons la déchéance du Patronat et de l'Etat !

Le niglo en colère... NOIRE !!!

Le « niglo », c'est le hérisson, l'animal fétiche des gens du voyage. « *Le Niglo en colère* », c'est le bulletin à parution irrégulière, de tendance anarchosyndicaliste, édité par les gens du voyage et leurs amis, avec le soutien de la CNT-AIT. Cette fois-ci, notre niglo est dans une colère... noire. On le comprend : les derniers propos gouvernementaux ont, pour les gens du voyage, comme une odeur « très concentrée ». Au sommaire :

- « *Les Gitans ? Les Tanges ? Les Roms ? les Gens du voyage ? Des parasites ! Des nuisibles ! Sarko y fait s'ki fo ! Ouste les romanos !* »

- « *Grève sauvage dans l'entreprise Grammer (Tchéquie) un exemple de solidarité ouvrière qui gagne* » : 300 salariés, autant de « tchèques » que de « Roms », viennent de gagner leur lutte, ensemble, par une grève directe (sans syndicat) dans une usine de pièces d'automobile et cela dans une région où l'an passé s'étaient déroulés des pogroms anti-rom menés par l'extrême droite.

- « *Hector Helios Gomez ou l'artiste à la cravate rouge* » : gitan, militant de la CNT-AIT, H. H. Gomez est un des représentant les plus emblématiques du graphisme espagnol au XXème siècle.

Enfin, deux textes antérieurement publiés par « Le niglo » sont également reproduits, pour ceux qui auraient la mémoire courte : « *Roms Roumains : aujourd'hui eux, demain nous* » (2005) et « *Argenteuil : La Mairie socialiste fait expulser par les CRS les Roms habitant le foyer Sonacotra.* » (2009)

(Le Niglo est disponible à : CNT-AIT, 108 rue DAMREMONT, 75018 Paris)

A nos abonnés : L'actualité nous a conduit à publier ce numéro plus tôt que nous ne le faisons habituellement, dès le 1er septembre. Il a une pagination réduite. Nous reprendrons une pagination normale avec le prochain numéro. Par ailleurs, comme annoncé précédemment, la dégradation constante des conditions de travail à « La Poste » a de fortes conséquences sur la diffusion de notre journal. Des journaux qui, depuis des années, parvenaient sans difficulté à leurs destinataires nous reviennent maintenant avec la mention « adresse incomplète » (parce qu'il manque par exemple un n° de boîte, d'escalier...). Pour continuer à recevoir régulièrement ce journal, vérifiez la bande d'expédition. Signalez-nous au plus tôt tout complément d'adresse, toute erreur qu'il conviendrait de rectifier. Merci à tous.

CAPITALISME : VOUS EN VOULEZ ENCORE ?

Saccage des services publics, fermetures, délocalisations,...
Les destructions d'emploi ne se comptent plus. Accentué par la hausse incessante des prix des denrées alimentaires, des produits et services indispensables (transports, gaz, électricité,...), l'explosion des loyers, la stagnation et même la baisse des salaires et des revenus de redistribution sociale (retraites, minima sociaux, remboursements de la sécurité sociale...), la précarisation croissante... tout cela rend de plus en plus difficile de se nourrir et de se loger, tout simplement de vivre ! Le surendettement des uns et l'impossibilité des autres à s'assurer un minimum décent poussent progressivement beaucoup d'entre nous dans la misère et ses inévitables drames humains.

IMPITOYABLE CAPITALISME

Il monopolise et s'approprie les richesses par une dynamique d'expansion marchande qui repose sur une déréglementation généralisée. La concurrence impitoyable qui en découle sacrifie ouvertement la majorité de la population à la voracité démesurée d'une caste étroite qui s'entredéchire « en famille », tout en faisant bloc contre nous tous. La compétition fait rage entre capitalistes des pays émergents et ceux des pays dits développés, mais tous organisent sans scrupules le dumping social et l'écrasement des conditions de vie de leurs populations respectives. La réalité des crises qui se succèdent c'est la réussite pour des multinationales qui n'ont jamais accumulé autant de bénéfices. Elles se nourrissent, elles se gavent même des conséquences sociales de leurs politiques. Les centaines de retraités argentins qui se sont pendus parce qu'ils n'avaient plus de quoi manger (au sens premier du terme), les milliers de familles jetées à la rue en Grèce comme en Argentine, les malades qui ne peuvent plus se soigner, les foules condamnées à vivre de plus en plus chichement... tout cela ne perturbe pas le capitalisme mais doit servir d'avertissement : les exemples argentins et grecs laissent présager le sort qui nous attend si nous ne nous décidons pas, d'ores et déjà, à réagir vigoureusement.

ÉTAT ET CAPITAL : MÊME COMBAT !

Les États européens ont élaboré les dictats de l'Union Européenne dans le but de débrider le capitalisme. L'État a pour rôle de supprimer les obstacles au profit, rendant ce dernier obligatoire, légal, imposable à tous. L'État est aussi un agent économique, il est propriétaire d'entités économiques qu'il gère en bon capitaliste. De plus, il est garant des intérêts capitalistes et intervient massivement quand ils sont menacés ; en outre, il dépend des banques par les dettes qu'il contracte (et qu'il nous condamne à payer !). Tout cela sans oublier sa fonction idéologique fondamentale : faire croire à sa neutralité (il serait au-dessus des intérêts particuliers et agirait pour le bien général !), à son essence démocratique. Le discours qu'il nous tient sur les vertus de son modèle, soi-disant indépassable, est repris par tous les partis, qui



n'en sont que les gestionnaires serviles. Ils y mettent juste les nuances destinées à égarer une opinion publique pas très curieuse. Mais de gauche à droite, la politique que les partis ont en tête est celle d'une société inégalitaire, hiérarchisée et répressive. La gauche met en scène une fausse opposition politique et syndicale. La tâche réelle de « la gauche » est de consolider le capitalisme en nous faisant accepter sa loi du marché. Croire que le retour de la gauche au gouvernement, lors des prochaines élections législatives ou présidentielles, mettrait fin à nos soucis est d'une totale naïveté. C'est oublier ce que révèlent les crises : le système capitaliste est logique avec sa recherche du profit. En monopolisant tous les secteurs de l'économie et de la politique, en détruisant le milieu ambiant, en poussant une frange croissante de la population dans la précarité et le dénuement, il révèle la violence de ses rapports sociaux et sa logique mortifère. La « moralisation » du capitalisme annoncée à grands coups de trompettes médiatiques n'est qu'un leurre : le capitalisme ne se moralise pas, la véritable « morale » est de le détruire !

AUSTÉRITÉ ET ESCROQUERIE

Ce contexte de fond de crise véritable qui a commencée en 2008, se double d'une vaste escroquerie. Bien

Je m'abonne à Anarchosyndicalisme et j'adresse un chèque de euros à l'ordre de CDES, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse.

Nom, prénom :

Adresse précise :

que la complicité éhontée des gestionnaires de l'État avec le milieu de l'argent ait été révélée et que plus personne n'ignore que des enveloppes bourrées de billets (quand ce ne sont pas des valises) achètent les consciences de ce « petit personnel » que constituent aux yeux des capitalistes les hommes politiques et les syndicalistes ; voici que ces corrompus viennent nous expliquer, à nous la population, que nous devons être vertueux et nous serrer un peu plus la ceinture !

C'est avec le plus grand sérieux qu'ils justifient sur la base de comptes publics opaques et trafiqués, un nouveau plan d'austérité lequel fait suite aux restrictions accumulées tout au long des années écoulées et il sera suivi (ils y pensent déjà) par un plan encore plus drastique... une spirale qui n'aurait pas de fin !

De plus, l'État intensifie la pres-

sion sociale en usant de démagogie - réhabilitant au passage des concepts chers à J.-M. Le Pen. A travers le ministère de l'identité nationale, par exemple, il entend jouer sur la peur de l'autre et détourner le mécontentement de la population en lui désignant un bouc émissaire. Cette politique de diversion criminalise également les vrais opposants et les accuse d'être, eux aussi, à l'origine des maux dont le capitalisme est en réalité coupable.

CONTRE LA BARBARIE

La logique du capital est unique, elle est celle du profit.

Celle de l'État est de faire entrer, de gré ou de force, la logique capitaliste dans nos vies, de nous en faire accepter les inégalités.

Contre cette logique, nous revendiquons l'égalité économique. Sans elle, il ne saurait y avoir de démocratie.



DEPUIS LE DÉCLENCHEMENT DE LA CRISE DE 2008, LES LICENCIEMENTS ONT LITTÉRALEMENT EXPLODÉ.

POUR L'ANNÉE 2009, ON A DÉNOMBRÉ 700 000 NOUVELLES DESTRUCTIIONS D'EMPLOI.

EN JANVIER 2010, UN MILLION DE CHÔMEURS SONT ARRIVÉS EN FIN DE DROITS ET 600 000 D'ENTRE EUX N'ONT DÉ-SORMAIS PLUS GUÈRE DROIT À RIEN, VU LES MODALITÉS DE CALCUL INTÉGRANT LES REVENUS DU CONJOINT.

SELON LE BIT, LE TAUX DE CHÔMAGE DEVRAIT ATTEINDRE 10,9 % DE LA POPULATION ACTIVE POUR L'ANNÉE 2010.

PARALLÈLEMENT, LE « JOURNAL DE L'ÉCONOMIE », LES ÉCHOS, NOUS APPREND QUE LE SECTEUR DES BANQUES AINSI QUE D'ÉNORMES ENTREPRISES COMME ELF AVAIENT, EN JUILLET 2010 DOUBLÉ LEURS BÉNÉFICES PAR RAPPORT À L'AN DERNIER.

TOUT NE VA PAS MAL POUR TOUT LE MONDE...

LE CAPITALISME, VITE FAIT

Quelle est la base du capitalisme ?

Une grande partie des entités économiques (entreprises, services...) appartient à des propriétaires privés (= les capitalistes). Leur but est de vendre une marchandise plus cher que son coût de revient pour obtenir le profit. Pour cela, la recette essentielle est l'exploitation de la grande masse par une minorité.

A quoi sert ce profit ?

A deux choses : l'investissement et donc continuer à faire tourner la machine et surtout à constituer des revenus juteux pour les capitalistes (ce qu'on appelle la rente).

Pourquoi y a-t-il « crise » ?

C'est dans le profit que se trouve structurellement la problématique actuelle du capitalisme occidental. Il

est confronté à cette conjonction de facteurs : saturation de son marché, écouler une partie de sa production dans un marché international très concurrentiel, désavantage pour ses coûts de production, endettement colossal, faible croissance, confiscation importante de la richesse par les capitalistes et les hauts revenus, spéculation financière et rente folle des nantis, inflation budgétaire des structures de contention sociale et d'encadrement de la population (armée, police, justice, partis, syndicats, élus, gouvernements...) N'oublions pas non plus la situation environnementale.

Que vont faire les capitalistes ?

Pour rétablir un profit suffisant, la « solution » capitaliste, c'est de dégra-

der la condition salariale (faire travailler davantage et baisser les salaires, jouer sur la productivité, changer le management...) et l'austérité.

C'est la « crise finale » ?

Le capitalisme est en situation périlleuse mais il a connu pire dans le passé. Il peut réduire la rente pour investir à la place, diminuer les écarts de revenu pour limiter la paupérisation. Cela freinerait la crise économique et son impact social.

Et à terme ?

A moyen terme, cela ne va rien résoudre, quelle que soit la solution choisie, le mécanisme de la crise est appelé à se remettre en place, simple question de temps.

C'est donc le capitalisme qu'il faut abattre.

RETRAITES : MASSACRE À LA TRONÇONNEUSE

A entendre la propagande gouvernementale, il semblerait que les habitants de ce pays ont contracté une sacrée mauvaise habitude. Un vice. Une tare même : figurez-vous qu'ils se sont mis dans la tête de vivre pendant leur retraite ! Un comble ! Selon un rapport officiel, chaque année ces gredins grignotent « 2 à 3 mois d'espérance de vie supplémentaires à partir de 60 ans ». Aussi, « aujourd'hui, les Français peuvent espérer vivre jusqu'à 77 ans et les françaises jusqu'à 84 ans » et cela alors qu'au bon vieux temps, « en 1950, l'espérance de vie était de 66 ans. »*1

Une situation aussi inacceptable ne saurait durer. Mis, par une opinion publique tatillonne, dans l'impossibilité de renouveler annuellement son exploit de la canicule de 2003 (15 000 décès « anticipés », comme on l'a dit joliment au Ministère de la santé), confronté à un virus de la grippe qui devait marcher « comme en 14 » (plus précisément comme en 18) mais qui s'est avéré aussi inconséquent que les prévisionnistes des agences de notation, le gouvernement a décidé de prendre le taureau (à moins que ce ne soit un autre animal tout aussi cornu...) par les cornes. Avec des larmes de crocodile dans la voix, après avoir constaté que « Notre système des retraites » « est au cœur de la solidarité nationale » et que « tous les Français y sont très attachés »*2, il nous présente « la » solution : nous obliger à travailler plus, plus vite, plus fort, plus longtemps.

FAIBLESSE DE L'ARGUMENT

Martelé depuis des années par les médias, histoire de bien préparer l'opinion publique, c'est un argument démographique qui nous est présenté comme incontournable. Un bel exemple de pensée unique : « déséquilibres financiers très importants, en raison du vieillissement de la population française » peut-on lire sur le site de la Fonction publique, tandis que le Conseil d'Orientation des Retraites enfonce le clou : « les déficits annoncés résultent de la hausse de notre espérance de vie et du papy boom ».

Un tel argument a pour lui d'être simple, « à la portée de tout le monde ». Présenté tel quel, il semble

imparable : il y a de plus en plus de personnes âgées, donc, proportionnellement moins d'actifs pour « financer » chaque retraité. C'est ma-thé-ma-ti-que... mais c'est faux, tout simplement parce que la question démographique fait partie d'un ensemble économique et ne peut être comprise et traitée séparément de son contexte.

S'en tenir au seul argument démographique, c'est tout d'abord feindre ignorer que la productivité a sacrément augmenté : quand un tailleur (un métier typique des années 50, la fameuse époque où nous n'avions que 66 ans d'espérance de vie...) mettait plusieurs jours à fabriquer un costume, quelques dizaines d'ouvrières en sortent maintenant sur une chaîne des milliers en moins de 24 heures... autrement dit, il y a certes moins d'actifs pour chaque retraité, mais chaque actif produit beaucoup plus !

Deuxièmement, ne parler que de démographie en comparant la situation antérieure à l'actuelle, c'est faire comme si la répartition des richesses produites était restée stable entre ces deux périodes. Or, ce n'est pas du tout le cas. La proportion de la production qui revient aux actifs n'a cessé de baisser, celle des capitalistes n'a cessé d'augmenter. En trente ans ils ont pris 9 % de l'ensemble en plus de ce qu'ils prenaient déjà ! Si les capitalistes n'avaient pas pris une part croissante « du gâteau », si la proportion était restée ce qu'elle était en 1981, il n'y aurait pas de problème de financement des retraites, papy boom ou pas !

Enfin, la lecture en détail des rapports officiels révèle, par-ci par-là, des informations bien utiles. Ainsi,

peut-on lire que si « l'ensemble des régimes de retraite et de chômage » est maintenant déficitaire, en un temps tout de même pas très lointain, « en 2008, ces régimes disposaient d'un excédent global de 4 milliards d'euros ». Que s'est-il passé entre temps ? La crise qui « leur coûte environ 21 milliards en 2010 »*3. Et oui, « on » a bien trouvé de l'argent pour les banques, mais maintenant, ce même « on » veut nous faire payer « principal et intérêts » !

Loin de découler, comme un long fleuve tranquille, d'une nécessité démographique, le « massacre des retraites » résulte clairement d'un choix cynique. A terme, l'objectif du pouvoir est de liquider (ou du moins d'amenuiser fortement) les retraites telles qu'elles sont aujourd'hui (et qui reposent sur une certaine solidarité) pour obliger tout un chacun à tenter de « protéger » sa future vieillesse en confiant sa retraite au privé, aux assureurs, au banquiers... qui ont amplement prouvé, aux USA par exemple, qu'ils « jouent » avec cet argent quitte à plumer totalement le dépositaire !

Léon

[_1.- http://www.fonction-publique.gouv.fr/article1675.html](http://www.fonction-publique.gouv.fr/article1675.html) Cette moyenne cache d'énormes injustices : l'espérance de vie d'un manoeuvre n'a rien à voir avec celle d'un cadre supérieur... or, ils doivent cotiser aussi longtemps l'un que l'autre ! Une petite « anomalie » qui laisse de marbre nos dirigeants...
_2.- Site de la Direction générale de la fonction publique
_3.- <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/retraites/2010-nouvelle-reforme.shtml>

En 1981, 74 % de la richesse produite en France allait aux salariés. En 2009, cette proportion était tombée à 65 %.

(Source : INSEE)

C'est à ceux qui empochent la différence qu'il faut présenter la facture des retraites, pas aux salariés !

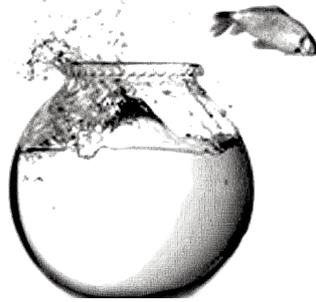
De l'usage du populisme et de la corruption des mots

Un précédent historique : la populace

Tous les spécialistes du langage vous le diront, on pense avec les mots. Et le Pouvoir le sait parfaitement, qui pour se défendre, a pour habitude de dévoyer certains termes pour les employer à contresens et empêcher ainsi toute pensée critique. Georges Orwell, dans « 1984 » offre un exemple saisissant de la technique. Il était donc inévitable que, par la puissance de sa signification politique, la notion de peuple n'échappe pas à cette règle.

Tel est le cas des différentes subversions péjoratives de ce mot qui n'ont pas simplement pour origine le mépris de ceux qui les emploient envers le peuple mais qui ont également pour fonction de dévaloriser, voire de culpabiliser, ceux qui mettent en lumière les forfaits du Pouvoir ou qui lui demandent des comptes. N'oublions pas, par exemple, qu'en 1789 les aristocrates déjà désignaient comme « populace » la foule des faubourgs parisiens qui venait de prendre La Bastille et qui avait eu le courage de remettre la question de l'Égalité et de la Démocratie au centre du débat politique.

Aujourd'hui les héritiers spirituels de Louis XVI et de Rivarol ont une façon bien plus subtile d'organiser le dénigrement de la population lorsqu'elle se révolte



Récupération et ambivalence

Nombre de politiciens, dont la tâche est d'évidence de défendre la dictature économique qu'est le capitalisme, s'octroient depuis deux siècles le qualificatif de « démocrate ». Ils sont les précurseurs de ces partis réactionnaires qui ont étendu l'art du contresens jusqu'à oser se dire maintenant « populaires » (comme le Partido Popular en Espagne...)

Pourtant il est bien clair que ni les uns ni les autres n'ont à voir avec le peuple dont ils se réclament abusivement et moins encore avec les idées d'Émancipation. La valse d'étiquettes partisans à laquelle nous assistons n'a rien à voir avec la réalité et tout avec une récupération.

Celle-ci participe d'une confusion qui s'organise ici

autour d'une ambivalence insensée.

Songeons que « populisme » se dit actuellement d'un discours qui consiste à flatter les mauvais instincts des électeurs. On disait autrefois « démagogie ». Mais, comme pour les dirigeants politiques et économiques est mauvais aussi - et surtout - le comportement qui consiste à les contredire, à être en désaccord avec eux... il s'en suit que le qualificatif « populiste » utilisé pour dire tout et son contraire finit par ne plus rien signifier du tout.

Contre la confusion : la Vérité des faits

En vertu de ce contresens, le « Non » au référendum européen ainsi que la montée logique des taux d'abstention aux différentes élections ont pu être taxés de « populisme »*1 et ce, au même titre qu'une indécente logorrhée xénophobe. Comme si le fait de ne pas être d'accord avec un projet politique était une bassesse alors même que c'est un Droit. Émanations directes de la Démocratie, le droit de dire non, celui de s'abstenir, celui de dénoncer la corruption des politiciens sont, à l'inverse du terme « populiste » dont on les frappe, des réflexes salutaires de la population confrontée à un système qui justifie en permanence sa crapulerie par le mensonge.

Au delà des concepts et de leur manipulation il s'agit donc avant tout de rétablir l'actuelle vérité des faits

Est corrompu tout dirigeant politique ou syndical qui bénéficie de l'existence d'enveloppes ou de caisses noires de la part du patronat et de richissimes privilégiés.

Est un misérable sycophante tout dirigeant politique ou syndical, tout journaliste, tout pseudo-intellectuel qui taxe de « populisme » la réaction du peuple face à la corruption.

Est légitime l'acte qui consiste à chasser corrompus, corrupteurs, menteurs et autres mafieux et à mettre fin à leurs pratiques.

Gracchus

*1 – Alors qu'un « Oui » massif n'aurait nullement été populiste, est-il besoin de le dire...

L'anarchosyndicalisme

est un mouvement révolutionnaire globaliste.

Constatant que tous les problèmes (économiques, politiques, sociaux) sont intimement liés, constatant que l'étatisme et le capitalisme génèrent inévitablement oppression sociale, crises économiques périodiques et destruction de la planète, il défend la per-

spective d'un changement radical de mode de vie et préconise une société égalitaire, dont les décisions sont prises et assumées collectivement et dans laquelle la liberté de conscience de chacun est respectée. L'expérience acquise (en particulier avec la société autogestionnaire et libertaire de la Révolution espagnole) mont-

re que c'est possible !

Dans l'immédiat, groupement de résistance, l'anarchosyndicalisme appelle les exploités et opprimés à prendre directement leurs affaires en main, à agir par eux-mêmes (sans se "reposer" sur des structures, des médiateurs qui les trahiront) et à se situer dans la perspective d'une solidarité de classe.

LA NAUSEE

Paris la main dans le sac, ou pour mieux dire dans l'enveloppe kraft, voici que ce gouvernement, pour détourner l'attention de ses propres turpitudes et pour brouiller la contestation sociale, agite ce qu'il estime être son « arme fatale » : le démon sécuritaire. Mais, tel ce gribouille qui, cet été en Provence, s'est trouvé bien mari d'avoir mis le feu à toute une forêt alors qu'il ne voulait flamber que sa propre voiture pour toucher la prime à l'assurance, il se pourrait bien que monsieur Hortefeux se prenne... un « retour de flamme ».

La nausée soulevée dans tout esprit ou palpité un peu d'humanité par la cascade de déclarations immondes, par le flot de pratiques répressives toujours plus abjectes, par la noria de lois vichystes, est en effet telle qu'une part croissante de la population, y compris dans l'électorat traditionaliste, vomit le national-sarkozysme. Ce réflexe salutaire ne doit pas nous dispenser d'une réflexion plus profonde.

Car le sécuritarisme sarkozyste ne sort pas du néant. Il a été préparé pendant plusieurs décennies par une campagne sur « l'insécurité ». Objectif : faire croire au *gogo moyen* que les enfants du collège sont des voyous potentiels, les étrangers des délinquants en puissance, les habitants des banlieues des trafiquants experts en économie souterraine, le passant un pédophile ou un violeur... bref, qu'il faut se méfier de tout les gens du quotidien et ne faire confiance qu'à l'Etat. C'est pourquoi, en même temps qu'il développait la trouille, le pouvoir politique, sacralisait le « rappel à la loi ».

Cette manoeuvre n'était pas innocente : d'une part les industriels de la sécurité (largement à l'origine de la campagne) font de l'or en mettant sur le marché des résidences sécurisées, du matériel de surveillance, des prestations de gardiennage ; d'autre part, l'Etat, qui diminue le nombre de fonctionnaires utiles (postiers, infirmières,...), a pu augmenter d'une façon impressionnante le nombre de flics (dont il espère se faire une garde prétorienne) sans que personne y trouve à redire. Or, il y a maintenant suffisamment d'études sérieuses pour affirmer qu'il n'y a pas eu de « montée de l'insécurité » au sens politicien du terme et que ce qui a été exacerbé, c'est le sentiment d'insécurité (ce qui n'est pas la même chose). Pour cela, tout à été bon, depuis l'incrimination de la moindre peccadille pour faire monter les statistiques jusqu'à la médiatisation du plus banal incident en passant par la provocation policière bien montée. Une fois le sentiment d'insécurité créé, il devenait facile de faire avaler à l'opinion n'importe quelle mesure (par exemple, la loi CESEDA, instaurant une discrimination légale en fonction de la nationalité). C'est dans ce cadre général que s'inscrit la multiplication des atteintes aux libertés individuelles et collectives que nous observons ces jours derniers.

La première conclusion de cette histoire, c'est que, quand un discours (ici, l'insécurité) est repris en cœur par les médias et les politiques, il y a tout lieu de s'interroger sur sa réalité et sur ce qu'il cache à court, long et moyen terme ! La deuxième conclusion, qui saute aux yeux, c'est que, contrairement au message du pouvoir, « la loi, ce n'est pas la Justice ». Enfin, la troisième conclusion, c'est que, si on veut vraiment trouver la véritable insécurité, il n'y a pas besoin de chercher très loin : c'est de perdre son emploi, d'avoir l'électricité coupée, de se retrouver sans toit, de subir de telles pressions au travail qu'on se trouve acculé au suicide (un par jour selon les dernières estimations), c'est aussi de mourir ou d'être blessé parce l'employeur a « économisé » sur les mesures de sécurité, c'est encore de vivre près d'une centrale nucléaire, d'une usine chimique (cf. l'explosion d'AZF-Elf-Total-Fina à Toulouse)... autant d'insécurités fondamentales qui n'intéressent pas beaucoup les politiciens...

X. F.

SUITE DE LA PAGE 8

grandes surfaces... Pour sensibiliser partout où c'est possible le plus grand nombre d'entre nous, organisons des cortèges tintamarres un peu partout et déployons des banderoles sur des lieux visibles, multiplions les interventions publiques, les tables de presse ; tout ce qui peut à court et moyen terme favoriser l'agitation et permettre la multiplication des comités d'action et des assemblées populaires autonomes, qui peuvent se lier en fonction des zones géographiques : quartiers, villes, villages... Attirons l'attention par des rassemblements visant les lieux stratégiques : Pôle Emploi, CAF, DDTE, palais de Justice, mairies, locaux de partis politiques, siège des médias, quartier résidentiel des élus... Ainsi, d'une part, nous occuperons le territoire pour favoriser la mobilisation de la population et amplifier la lutte, au-delà de tous les corporatismes qui divisent ; et d'autre part, nous maintiendrons la pression. Il faut chercher en effet à accentuer le rapport de force à notre avantage, ce qui doit s'inscrire dans la durée, en veillant toujours à ne pas épuiser notre énergie. Il faut affaiblir le plus possible l'ennemi. Bien sûr, d'autres moyens existent et ils seront à étudier le moment venu. A ce propos, l'Histoire du mouvement ouvrier est riche à plus d'un titre.

La crise du capitalisme va servir sans nul doute de prétexte à l'Etat pour accentuer son oppression envers nous. Face à la logique du Pouvoir, il est temps de s'insoumettre et de s'opposer à ses nombreuses violences et attaques. Nous ne nous apitoyons pas sur notre sort individuel mais luttons collectivement par l'*action directe* qui « est la lutte de classes vécue au jour le jour, c'est l'assaut permanent contre le capitalisme. » (Emile Pouget). La « *Résistance Populaire Autonome* » en est la concrétisation sur le plan pratique car elle n'est rien d'autre que le mouvement de masse qui rend coup pour coup à l'ennemi.

COMMENT LUTTER ? PAR UNE

Résistance Populaire Autonome

Qui n'a pas constaté l'inefficacité des actions des syndicats-réformistes ? Depuis vingt ou trente ans, combien de « Journées nationales » ? Combien de promenades syndicales en centre ville ? Et pour quel résultat ? Pour des reculs qui succèdent aux reculs ! Si les syndicats-réformistes, année après année, nous envoient droit dans le mur, ce n'est pas un hasard ; c'est qu'en vérité ils ont une mission bien précise à remplir : « le maintien de la paix sociale ».

La raison en est simple : ils sont inféodés au Pouvoir, leurs staffs en sont même un rouage : comités d'entreprise, conseils d'administration, co-gestion de l'assurance maladie, des caisses de retraites, des prud'hommes, de diverses mutuelles, fortes subventions directes reçues aux titres les plus divers (formation syndicale, congrès...) sans oublier l'argent de la corruption (celui des caisses noires de l'UIMM par exemple) etc.

Parallèlement, ils entretiennent l'illusion qu'ils nous défendent. Surtout ils ont la prétention de représenter l'ensemble des salariés, des chômeurs, de parler en leur nom, en notre nom à tous... alors qu'ils ne syndiquent plus aujourd'hui qu'un pourcentage ridicule de salariés. Une majorité écrasante se trouve en dehors de ces organisations. C'est la même chose pour les partis politiques. Toutes ces organisations nous abasourdissent d'innombrables doléances, de compassion sur la misère humaine et d'appels fictifs à l'unité. Elles jouent la bonhomie en façade mais transforment les luttes en champ clos de leurs rivalités. Leurs militants ne sont là que pour récupérer les luttes, les stériliser ou les détruire quand ils ne parviennent pas à les contrôler. Une fois le constat établi, la conclusion s'impose : il est nécessaire d'agir indépendamment d'elles !

Pour établir une convergence massive et efficace des luttes,

dotons-nous d'outils de lutte mis en pratique à maintes reprises au cours de l'Histoire du mouvement ouvrier. Créons des comités d'action reposant sur ces principes : Les décisions se prennent en assemblées générales sous la forme de comités (comités d'usine, d'étudiants, de quartier, d'usagers...). Ces comités doivent pratiquer la *démocratie directe* : chacun d'entre nous (qu'il soit syndiqué de base ou non-syndiqué) est en mesure de donner son



avis sur la conduite de la lutte, qui n'est certainement pas le monopole de qui que ce soit (fonctionnaires syndicaux ou autres professionnels, etc.). Contrairement à tous ces bureaucrates, nous pensons que ces assemblées doivent être un moment où nous devons nous laisser le temps de débattre pour arriver à prendre des décisions, décisions qui doivent être l'expression propre et consciente des personnes en lutte et non des décisions imposées par cette minorité rodée à la manipula-

tion qui sait user de méthodes éprouvées (jouer sur les émotions, empêcher toute réelle discussion par une série de propositions et contre propositions dérisoires, monopoliser la parole, faire un empilement de revendications corporatistes, etc). Nous ne l'emporterons pas boîte par boîte, quartier par quartier, etc. Le Pouvoir sait donner à l'un pour reprendre à l'autre et ainsi user de la division. Ce que le Pouvoir concède en hausse salariale est repris aux consommateurs par l'inflation. Ce qu'il octroie aux travailleurs, il le récupère sur les usagers. D'autre part, n'oublions pas que les patrons compensent la hausse salariale en intensifiant la productivité (augmentation de la charge de travail pour rester compétitif). Pour nous, il est clair que le cadre revendicatif doit se penser en fonction de la période actuelle : l'attaque est globale, la résistance doit l'être aussi. Sans nier les aspects catégoriels, les revendications doivent être unifiantes pour éviter la mise en opposition entre les salariés, les consommateurs, voire les usagers. Cela implique de défendre comme revendication essentielle la satisfaction des besoins fondamentaux pour tous (nourriture, logement, électricité, santé, culture, transports, etc...).

Pour que notre lutte soit victorieuse, employons des moyens efficaces, toujours adaptés à l'état du rapport de force. Nous avons par exemple à notre disposition : les barrages filtrants, les piquets volants sur les axes routiers, aux abords des grandes entreprises, des zones industrielles ; dans les quartiers populaires, aux entrées des

SUITE PAGE 7